

Le Financement Bancaire à Court terme

Année Universitaire 2008/2009

PLAN

Introduction

- I. Identification des crédits à court terme**
 - 1. Les crédits de mobilisation de créances commerciales**
 - 2. Les crédits de trésoreries**
 - 3. Les autres formes de crédits à court terme**
- II. Les critères d'octroi de crédit à court terme**
 - 1. Les critères juridiques et commerciaux**
 - 2. Les critères financiers**
 - 3. les conditions de rémunération des crédits**
 - 4. L'étude financière du dossier de crédit**
- III. Les coûts du financement à court terme**
 - 1. Le taux d'intérêt**
 - 2. Les commissions bancaires**
 - 3. Les jours de valeur**
- IV. L'arbitrage entre les moyens de financement**
 - 1. Facilité de caisse ou crédit banc**
 - 2. Le découvert confirmé**
 - 3. L'escompte**
- V. Cas pratique**
 - 1. Enoncé**
 - 2. Solutions**

Conclusion

INTRODUCTION :

L'activité de certaines entreprises donne des fois naissance à un besoin passager en actif circulant dû à un décalage entre ce dernier et le fonds de roulement c'est-à-dire les capitaux à long terme.

Hors il n'est pas nécessaire de couvrir ces besoin par des capitaux permanents alors que le phénomène est passager. Parce que une telle attitude conduirait à maintenir une encaisse oisive durant certaines période et diminuerait la rentabilité soit en accroissant le volume des dettes à long terme et donc les intérêts à payer soit en augmentant le montant du capital investi. D'où l'intérêt de l'adoption d'une politique de financement à court terme qui permettrait de limiter l'importance du fond de roulement à un niveau compatible avec le maintien de la solvabilité de l'entreprise.

La nature du crédit à court terme se distingue des autres formes d'endettements puisqu'il est consenti en fonction de la réalisation, du dénouement d'une opération, c'est-à-dire l'encaissement d'une recette, alors que les prêts à long terme sont fondés sur le profit attendu c'est-à-dire sur la rentabilité des opérations prévues.

Notre exposé s'inscrit dans ce cadre il a pour objectif de nous faire découvrir les différentes issu pour faire face aux besoins de financement à court terme.

I. IDENTIFICATION DES CRÉDITS À COURT TERME :

On distingue différente manière de classer les crédits à court terme dans notre cas nous avons suivis la méthode la plus fréquemment utilisé en les regroupant en les trois catégories suivante :

1. Les crédits de mobilisation de créances commerciales :

1.1 L'escompte commercial :

L'une des formes de crédit à court terme les plus utilisés, l'escompte est une opération par laquelle l'entreprise mobilise auprès d'une banque des effets de commerce (lettre de change, billet à ordre...) non encore échus. Ainsi la banque escompteuse crédite le compte de l'entreprise de la valeur nominal des effets après déduction des intérêts à courir jusqu'à l'échéance, des commissions et des frais. La banque est remboursée par l'encaissement des effets lors de leur échéance. Mais en cas d'impayé à cette échéance, la banque débite le compte de l'entreprise cédante. Dans le cas d'un escompte sans recours, la banque ne peut se retourner contre l'entreprise cédante à ses clients et du risque de l'entreprise.

1.2 Le crédit de mobilisation des créances commerciales (CMCC)

Le CMCC repose sur l'escompte d'un billet à ordre représentatif des créances détenues par l'entreprise souscrit à l'ordre de la banque. Le billet regroupe tout ou une partie des créances nées au cours d'une période de 10 jours et venant à échéances à des dates voisines échelonné sur une même décade. La durée du billet est au maximum 90 jours.

La banque escompte le billet et se rembourse au moyen du règlement des créances.

1.3 La lettre de change relevé (LCR) :

Cette forme repose sur l'idée selon laquelle le recouvrement des créances peut s'effectuer sans faire circuler matériellement les effets entre les banques.

La lettre de change ne circule pas matériellement, mais uniquement son support ainsi l'intérêt de la LCR réside pour les Banques dans la diminution du coût de traitement du recouvrement des créances grâce à l'informatisation des opérations. Pour les entreprises, elle est moins onéreuse que l'escompte.

2. Les crédits de trésorerie

La mobilisation des créances commerciales détenues par l'entreprise prise ne suffit pas toujours à assurer le financement des décalages entre les dépenses et les recettes. Aussi, les banques accordent aux entreprises des autorisations de crédit, généralement qualifiées de « crédits de trésorerie » consentis sur des critères de situation financière, de fonds de roulement, de besoin de financement de l'entreprise...

Le classement des différentes catégories de crédits de trésorerie est délicat. Nous présenterons les formes les plus courantes.

2.1 La facilité de caisse

Le montant de la facilité est fonction du CA, du secteur d'activité, de la durée du cycle d'exploitation et de la situation financière de l'entreprise. En principe elle excède plus d'un mois de chiffre d'affaires.

2.2 Les découverts

Les découverts sont des crédits destinés à financer des besoins continus et de plus longue durée que la facilité de caisse

Les formes de découvert les plus couramment utilisés sont :

- **Le crédit relais** : octroyé en anticipation de rentrées de fonds proche et déterminées quant à leur montant : cession d'actif, émission obligataires, augmentation de capital...
- **Le crédit compagne** : forme de crédit destiné aux entreprises dont l'activité présente un caractère saisonnier. C'est ainsi le cas par exemple, de l'industrie sucrière, de la distillerie, de la conserverie...
- L'entreprise établit un budget prévisionnel de trésorerie qui met en évidence les recettes et les dépenses pendant la compagne. Le montant du crédit est adapté aux besoins de l'entreprise, qui le remboursera au moyen de l'encaissement de ses ventes.
- **Le spot** : crédit de courtes durées consenties aux entreprises moyennes et grandes. Le taux appliqué est celui du marché monétaire, majoré d'une marge bancaire réduite.
- **Les crédits de trésorerie** : financent des besoins temporaires, ou permanents du cycle d'exploitation. Ils sont utilisables soit par découvert, soit dans le cas le plus fréquent, par billets.

3. Les autres formes de crédits à CT

3.1 Les obligations cautionnées :

Les obligations cautionnées sont un mécanisme spécifique de financement de la TVA à payer et des droits douanes dus. L'entreprise a la possibilité de différer le paiement de la TVA de 2 à 4 mois, et les droits de douanes de 4 mois en souscrivant des billets à l'ordre du trésor public. Le taux nominal des obligations cautionnées est fixé par le trésor public. Leur montant est fonction des montants bruts des taxes payés.

3.2 Les billets de trésorerie

Ce sont des titres de créances négociables émises par les entreprises; elles sont caractérisées par un taux d'intérêt fixe et une période déterminée au MAX un an.

3.3 L'affacturage

L'affacturage consiste en un transfert de créances commerciales de leur titulaire à un factor, qui se charge d'en opérer le recouvrement et qui en garantit la bonne fin, même en cas de défaillance momentanée ou permanente du débiteur.

Il présente des avantages pour l'utilisateur tels que :

- **Prise en charge du risque commercial** : le factor paie sans recours les factures remises par l'entreprise,
- **Gestion du compte client** : les comptes clients de l'entreprise sont remplacés par le compte factor, ce qui simplifie considérablement la gestion.

Cependant le recours au factoring reste plus coûteux qu'un financement par escompte.

3.4 La titrisation :

Opération de financement par laquelle la banque octroi un crédit hypothécaire au client en contrepartie d'une garantie obligatoirement immobilière et d'une échéance qui dépasse 10 ans après duquel elle cède la créances en la devisant en titre et en les émettant dans le marché des titres de créances négociables.

II. LES CRITÈRES D'OCTROI DE CRÉDIT À COURT TERME

Le financement à court terme est généralement accordé aux entreprises pour une période de trois mois (minimum) est 24 mois (maximum).

1. Critères juridiques et commerciaux :

Toutes les entreprises quelque soit leur forme juridique, leurs dimensions, leurs natures d'activité, régulièrement constituées (SARL, SNC, SA, SCS...) peuvent être exigible à l'ensemble des concours bancaires.

2. Critères financiers :

Les critères financiers touchent le cadre financier de l'entreprise ainsi que la manière dont elle est gérée.

3. Conditions de rémunération des crédits :

Les montants desquelles l'entreprise a été débitée font l'objet d'une charge d'intérêt (agios et commissions) et cela uniquement pendant la durée d'existence des soldes débiteurs et en prenant en considération le système appliqué par la banque en matière de date de valeur.

4. L'étude financière de la demande de crédit :

4.1 Le principe :

Les crédits à court terme accordés par les banques sont supposés être remboursés en moyen des encaissements des créances ou la vente des marchandises. Ce qui rend l'évaluation de cette opération assez facile puisque les aléas économiques, climatiques ou conjoncturels n'ont aucune incidence sur des crédits de courte durée.

4.2 L'étude du dossier de crédit :

- Les documents nécessaires à l'étude :
 - ✓ Une demande écrite devant préciser entre autres, la nature des concours sollicités, leur montant, leur durée, leur objet...
 - ✓ Les états financiers (bilans, CPC),
 - ✓ Le plan de trésorerie ou plan de financement d'exploitation (PFE),
 - ✓ Une attestation fiscale et parafiscale apurées ou certificat de non imposition pour les nouvelles affaires,
 - ✓ Des documents juridiques.

Une fois ces documents sont livrés à la banque cette dernière doit procéder à une étude approfondie sur la situation patrimoniale des associés (moralité, comportement en affaires, compétences.....) ; Ensuite elle doit évaluer au plus près la gestion de l'entreprise, l'efficacité économique, la position commerciale qu'elle occupe dans son secteur d'activité, sa situation vis-à-vis de l'administration fiscale et parafiscale.

Ainsi après avoir rassemblé tous les éléments d'appréciation et d'évaluation suscités, la banque procède à la comparaison des bilans successifs et compte de résultats et fait appel à certains ratios financiers et économiques pour dégager une tendance sur l'évolution de la structure financière et son équilibre, de la solvabilité, de l'activité et de la rentabilité de l'entreprise.

Les principaux ratios généralement utilisés pour mesurer la qualité de la gestion financière sont le ratio de structure, le ratio d'activité et ratio de rentabilité économique et financière.

Sur un autre plan, la banque cherchera aussi à déterminer si le montant des crédits sollicités est en rapport avec les besoins de financement ressortant du plan de trésorerie de l'entreprise.

Ensuite, le montant du crédit sollicité est confronté aux critères d'appréciation ci après :

- ✓ Chiffre d'affaire réalisé,
- ✓ Crédits accordés aux clients,
- ✓ Crédits obtenus des fournisseurs,
- ✓ Opérations du commerce extérieur,
- ✓ Carnet des marchés publics,
- ✓ Volume d'exportations.

Enfin la décision bancaire d'octroi de crédit est prise sur la base du diagnostic général établi à travers cette analyse.

NB :

-La banque exige toujours de sa clientèle de faire connaître la destination du crédit sollicité, et si elle n'approuve pas cette destination le crédit est refusé même si l'entreprise réponds aux autres critères ;

-En matière de financement à court terme les garanties ne sont utilisées que comme des accessoires des crédits et non comme des moyens de décision.

III. LE COÛT DE FINANCEMENT À COURT TERME :

Le coût des crédits à court terme dépend de trois éléments à savoir :

1. Le taux d'intérêt de référence ;
2. Les commissions bancaires ;
3. Les jours de valeur.

1. Le taux d'intérêt :

Les taux des crédits à court terme sont des taux variables en fonction d'un taux de référence auquel les banques ajoutent une majoration. Le taux de base bancaire (TBB) longtemps la référence en matière de crédit à court terme est désormais supplantée par les taux de marché.

TBB : C'est un taux fixé par les banques centrales, il est périodiquement révisé pour tenir compte des variations du taux du marché monétaire auquel il s'adapte avec une certaine inertie plus particulièrement à la baisse.

2. Les commissions bancaires :

Les différents types de commissions prélevées par les banques constituent également un élément non négligeable du coût des crédits à court terme.

2.1 La commission du plus fort découvert :

Elle est facturée à l'entreprise qui a connu une période de découvert. Elle est calculée sur le plus fort découvert du mois. La CPFD est plafonnée, par trimestre à la moitié des intérêts débiteurs du trimestre.

2.2 La commission de mouvement :

Elle vise à taxer les écritures passées par la banque chaque fois que le compte mouvemente. Certaines opérations en sont exonérés : frais, agios, virements de compte, à compte dans la même banque, ou virement d'équilibrage dans une autre banque.

2.3 La commission d'endos :

Elle s'applique aux crédits utilisables par mobilisation d'effets commerciaux ou financiers. A ces commissions les banques ajoutent également des frais en rémunération des services rendus comme par exemple l'encaissement des effets de commerce, d'envoi à l'acceptation, propagation des faits....

2.4 La commission de forfait

Les banques proposent de substituer à la condition bancaire standard, à la commission de mouvement et du plus fort découvert, un forfait payable généralement trimestriellement avec les intérêts débiteurs.

3. Les jours de valeur :

Les fonds sont effectivement mis à disposition, ou sont prélevé avec un décalage par rapport à la date à la quelle l'opération a été effectué. C'est à partir de la date de valeur que les soldes débiteurs et créditeurs sont calculés et que les agios sont décomptés.

Les banques justifient l'application des jours de valeur par les délais de manipulation et de circulation des fonds. Pourtant, les progrès réalisé en matière de traitement des opérations et transfère bancaire grâce à l'informatique ne se sont pas véritablement répercuté au niveau des dates de valeur...

IV. ARBITRAGE ENTRE LES MOYENS DE FINANCEMENTS

La recherche du moyen de financement adapté des projets d'entreprise est le facteur déterminant pour pouvoir réaliser une opération commerciale.

Les techniques de financement sont multiples et chacune d'entre elles répond à une situation particulière qu'il faut bien identifier.

Ces techniques de financement permettent de financer en aval, c'est à dire à partir du moment où la facture est émises. Mais également en amont, c'est à dire au moment des achats à partir d'un bon de commande.

1. facilité de caisse ou crédit blanc

C'est un concours bancaire qui vous permet de faire face à des besoins intermittents. Il s'agit d'avances de courte durée qui peuvent être renouvelée et son montant est déterminé en fonction des besoins propres de chaque entreprise et de la durée du cycle d'exploitation et sa durée maximum de 1 mois.

1.1 Les principes de la facilité de caisse :

- La facilité de caisse est une forme de [crédit](#), dit de court terme, car il est utilisable sur de courtes durées.
- Ce crédit doit être autorisé par la [banque](#), avant d'être utilisé, c'est-à-dire que la banque vous a précisé, au préalable et par écrit, les conditions d'utilisation en durée, en montant et en taux d'intérêt.
- La durée d'utilisation est généralement fixée à un maximum de 15 jours par mois, mais n'a pas de minimum d'utilisation. Vous pouvez donc utiliser votre découvert une partie du mois, mais revenir en [solde](#) créditeur l'autre partie du mois.
- Le montant autorisé est repris sur votre contrat de facilité de caisse. Il est déterminé en fonction de vos besoins d'exploitation.
- Les conditions financières de votre facilité de caisse sont indiquées dans le contrat signé entre vous et la banque.
- La banque peut vous établir un contrat de découvert incluant ces conditions ou inclure ce découvert dans une convention de services plus générale.
- Chaque année, au moment de la remise de votre documentation comptable ([compte de résultat](#), [bilan](#) et annexes), votre banque fera le point avec vous sur les conditions d'utilisation de cette facilité de caisse.

1.2 Les avantages de la facilité de caisse :

La facilité de caisse vous offre une grande souplesse dans la gestion de votre [trésorerie](#).

Ce type de [crédit](#) permet de palier les [décalages](#) ponctuels de trésorerie que vous pouvez rencontrer dans votre exploitation.

En effet, elle permet de palier n'importe quel imprévu qui apparaît subitement, comme le paiement d'un client retardé, alors que ce paiement vous permettrait de payer les salaires de vos employés; pour des raisons commerciales vous lui accordez ce délai supplémentaire.

La facilité de caisse se révèle alors comme étant la solution à ce [décalage](#) momentané.

ATTENTION : vous ne pouvez pas utiliser votre facilité de caisse en permanence, cela devient un découvert permanent, qui requiert un autre mode de [financement](#) plus adapté.

En cas de difficultés financières passagères, un client peut obtenir de sa banque une facilité de caisse. Celle-ci résulte de l'acceptation tacite ou verbale de la banque d'honorer les paiements effectués par son client malgré la position débitrice du compte. Cette forme de crédit ponctuel et souple évite au client les désagréments en principe liés aux incidents de paiement.

1.3 Les inconvénients de la facilité de caisse

La facilité de caisse présente aussi des inconvénients :

- la banque n'est jamais obligée d'octroyer une facilité de caisse, la facilité de caisse peut être supprimée à tout moment et sans avertissement préalable par la banque, sauf si elle a été maintenue et renouvelée sur une période assez longue,
- il est préférable que le compte redevienne créditeur au bout de quelques jours,
- les agios appliqués par la banque sont relativement élevés.

2. Le découvert confirmé

Très souvent, les banques proposent à leurs clients la possibilité de souscrire, soit dans la convention de compte, soit par un contrat séparé, une autorisation de découvert.

Cette autorisation de découvert est un accord de crédit donné par la banque qui permet à l'entreprise de bénéficier en cas de besoin d'un découvert d'un montant maximum déterminé.

Généralement, l'autorisation est fixée pour une durée indéterminée. Le remboursement partiel ou intégral de ce crédit est prévu selon les modalités qui figurent dans la convention de compte courant.

Dans la pratique, le délai de remboursement est fixé à 60 jours.

2.1 La technique

Très simple d'utilisation, le découvert est destiné à pallier des décalages de trésorerie à court terme dans la limite du montant autorisé.

2.2 Le prix

Le découvert présente l'avantage d'être un crédit ne donnant lieu au paiement d'intérêts que sur les utilisations réelles. Les intérêts débiteurs sont calculés sur le solde débiteur en valeur au cours de la période d'utilisation. Le taux est calculé sur la base d'un indice de référence (sur le taux de base bancaire) auquel on ajoute une marge en points.

Au taux du découvert s'ajoutent certaines commissions :

- La commission de plus fort découvert. Elle est calculée en % sur la position débitrice la plus élevée enregistrée en valeur au cours de la période.
- La commission de dépassement. Elle est calculée en % sur la différence entre la position débitrice en dépassement la plus élevée au cours de la période et l'autorisation en place.
- La commission d'immobilisation, calculée en %, s'applique lorsqu'un compte présente une position débitrice permanente au-delà d'un nombre de jours défini par la banque.

La banque peut confirmer par écrit l'autorisation de découvert d'une entreprise sur une durée déterminée (6 mois / 1 an). Ce service fait l'objet d'une facturation de commission de confirmation. Elle est calculée en % du montant du concours confirmé.

2.3 Les avantages

- La souplesse d'utilisation
- Les intérêts payés sur les sommes réellement utilisées en compte

2.4 Les inconvénients

Il s'agit d'un mode de financement coûteux dont le taux est plus élevé que ceux appliqués aux crédits de mobilisation du poste client.

2.5 Les conseils du Comptoir Financier :

- Anticiper et obtenez une autorisation de découvert de précaution ou une augmentation de votre découvert autorisé sur la base d'éléments financiers favorables.
- En cas d'utilisation très soutenue du découvert, anticipez et envisagez une solution de financement complémentaire. Les banques sont réfractaires aux utilisations soutenues du découvert et aux dépassements fréquents qui constituent pour elles des signaux d'alertes. Il est préférable d'anticiper plutôt que voir son banquier décider d'une baisse ou une suppression du découvert pour imposer un autre mode de financement (le factor du groupe par exemple).
- Votre activité et vos résultats sont en retrait sur l'exercice en cours ? N'attendez pas la sortie de votre bilan et la réaction de votre banque, anticipée pour trouver des solutions de financements alternatives.

3. L'escompte

L'**escompte** permet à une entreprise qui détient un effet de commerce de mobiliser sa créance, c'est à dire d'obtenir tout de suite les fonds en échange de l'effet de commerce. L'entreprise, par l'opération d'escompte, transforme sa créance en argent disponible. L'**escompte** est un des moyens courant pour mobiliser des effets de commerce, c'est pourquoi le taux de l'escompte, c'est à dire le taux auquel les banques financent les porteurs d'effets de commerce, est un indicateur important de la vie économique. Le taux d'**escompte** est d'ailleurs fixé par les banques centrales des différents pays en fonction de la politique monétaire qu'ils souhaitent conduire.

3.1. Avantage :

Crédit souple qui peut être mis en place rapidement par le banquier.

Une banque peut prendre à l'**escompte** un effet de commerce qui se trouve très proche de son échéance, elle escompte alors un effet de commerce dit brûlant.

L'escompte est ainsi un procédé de crédit qui présente, pour les banques, divers avantages : la garantie du paiement à l'échéance, du fait de la solidarité des signataires tireur, tiré, bénéficiaire, endossataires, avaliseur ; la liaison entre l'opération de crédit et une opération commerciale qui constitue la garantie du paiement. En effet, les entreprises ne doivent, en principe, émettre que des traites correspondant à des créances commerciales, c'est à dire à des ventes effectives. Ces ventes débouchent sur des encaissements permettant normalement le paiement de la traite ; la possibilité, pour la banque, en cas de besoin, de reconstituer sa trésorerie sur le marché monétaire ou auprès de la Banque de France.

L'escompte est donc une forme de crédit commercial à court terme qui demeure très développée en France, à la différence de beaucoup d'autres pays. Cependant, en raison des nombreux traitements administratifs des effets de commerce, l'escompte est une opération coûteuse tant pour les banques que pour leurs clients. Aussi des formules de crédit plus souples et moins onéreuses ont été instituées.

3.2 Inconvénient :

Le plafond d'escompte est le plafond déterminé par la banque que l'entreprise ne peut pas dépasser, cette ligne d'**escompte** représente l'encours maximum que l'entreprise peut utiliser. Le banquier s'engage à prendre en **escompte** les effets de commerce remis par l'entreprise jusqu'au montant de la ligne d'escompte, pourtant la banque garde la possibilité de refuser d'escompter un effet de commerce si elle considère que les effets remis sont de mauvaise qualité, c'est à dire que le tiré, le client de l'entreprise, n'offre pas toutes les garanties requises pour une opération d'**escompte**. La banque doit aussi s'assurer de la licéité de l'effet à escompter afin notamment d'éviter les opérations d'**escompte** d'effets de complaisance ne correspondant à aucune prestation. Les banques accordent rarement des lignes d'escompte aux entreprises en création ou de création récente.

V. CAS PRATIQUE :

« Trésorerie zéro »

1. Enoncé :

- une entreprise, pour couvrir un besoin de financement de 500000 Dhs sur une période d'un mois a le choix entre l'alternative suivant : rester en découvert pendant un mois, ou mobiliser une créance commerciale de 1000000 Dhs.
- Les conditions de taux appliquées par la banque sont:
 - ✓ Taux du découvert : 11%
 - ✓ Taux de mobilisation de créance : 10%
 - ✓ Taux de placement des excédents de trésorerie : 8%

2. Solutions :

1ere solution :

L'entreprise reste en découvert sur le mois:

- Le coût est alors :
$$\frac{500000 \times 11 \times 30}{36000} = 4583.33 \text{ Dhs}$$

2eme solution :

L'entreprise mobilise la créance et place l'excédent de trésorerie sur le mois:

$$\begin{aligned} \bullet \quad \text{Le coût ressort alors à : } & \frac{1000000 \times 10 \times 30}{36000} - \frac{500000 \times 8 \times 30}{36000} \\ & = 5000 \text{ Dhs} \end{aligned}$$

- Une entreprise, en situation de découvert de 1000000 Dhs le 1er du mois dispose de traites pour un même montant, venant à échéance le 30 du même mois.
- L'entreprise attend un règlement de 1000000 Dhs qui doit intervenir au cours du mois à une date non connue.
- Le taux du découvert appliqué à l'entreprise est de 12.5 % majoré de la commission du plus fort découvert de 0.05 %.
- Le taux de l'escompte est de 11.5% sur la durée apparente de l'escompte majorée d'un jour.
- L'alternative est donc de rester en découvert dans l'attente du règlement, ou bien de couvrir le découvert en escomptant les tarifs.
- Pour arbitrer on compare le coût respectif du découvert et de l'escompte.

$$\text{-coût de découvert : } \frac{100000 \times X \times 12.5 + 1000000 \times 0.05}{36000}$$

La durée du découvert est x jours, la date de règlement n'étant pas connue

$$\text{-coût de l'escompte: } \frac{1000000 \times (30 + 1) \times 11.5}{36000}$$

• L'escompte des effets sera préférable au découvert si son coût sur 31 Jours est inférieur à celui du découvert sur x jours, donc si l'encaissement se produit au-delà de 27 jours.

$$\frac{1000000 \times (30 + 1) \times 11.5}{36000} < \frac{1000000 \times X \times 12.5}{36000} + 1000000 \times 0.05$$

D'où $x < 26.54$

En généralisant avec :

M : montant à financier

Td : taux du découvert

Xj : durée de découvert

Te : taux de l'escompte,

(E + 1) : durée apparente de l'escompte (E) majorée de 1 jour de banque on obtient :

Coût de l'escompte < coût du découvert.

- $$\frac{M \times (E + 1) \times T_e}{36000} < \frac{M \times x_j \times T_d}{36000} + (M \times 0.05)$$

$$(E + 1) \times T_e < x_j \times T_d + 18$$

$$\frac{X_j < (E + 1) \times T_e - 18}{T_d}$$

Le raisonnement peut être appliqué aux autres formes financement à CT.

CONCLUSION

Pour finir, à fin que l'entreprise exerce son activité, elle mobilise des ressources à court, moyen et long terme. Les décisions de financement affectant la structure financière modifient la valeur de l'entreprise et la structure financière qui en maximise la valeur.

Un nouveau chapitre peut être discuté « les options » ou « la politique financière » avec le taux d'intérêt lié étant un outil financier puissant mais l'utilisation est complexe.

La mondialisation se traduit pour l'entreprise par une concurrence à l'échelle planétaire et un impératif accru de rentabilité. Pour la finance, elle est source de nouveaux enjeux et de nouveaux défis. Les outils traditionnels de gestion, élaborés dans le contexte économique mondialisée et concurrentielle, et permettent ils un suivi de la performance globale de l'entreprise ? la crise financière et les récents scandales comptables conduisent aussi à s'interroger sur les règles et les moyens qui permettent de s'assurer que les décisions prises sont conformes aux objectifs fixés par les actionnaires.

BIBLIOGRAPHIE GENERALE

- ✚ Jean-Louis Amelon, Gestion financière, Maxima paris 4^e édition 2004

- ✚ Conso P., Hemici F., la gestion financière de l'entreprise, Dunod, 10^e édition, 2004.

- ✚ PriceWaterhouseCoopers, IFRS 2005, Divergences France/ IFRS conversion aux IFRS, Francis Lefebvre, Paris, 2003.

- ✚ Bellalah L., gestion financière : diagnostic, évaluation et choix des investissements, ECONOMICA, 1998.

- ✚ Peyrard J. Analyse financière, Vuibert, 7^e édition, 1998